



**Conseil Économique  
et Social**

Distr.  
GÉNÉRALE

E/CN.4/2000/80/Add.1  
3 mars 2000

FRANÇAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante-sixième session  
Point 14 d) de l'ordre du jour provisoire

**GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS : AUTRES GROUPES  
ET PERSONNES VULNÉRABLES**

Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte  
contre les formes contemporaines d'esclavage

Rapport du Secrétaire général

Additif

Recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires  
des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage à sa  
cinquième session

1. À sa cinquième session, tenue à Genève du 7 au 10 février 2000, le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage a examiné des demandes concernant de nouvelles aides financières au titre de voyages et de projets, la situation financière du Fonds (voir annexe I) et le suivi donné à ses recommandations précédentes, approuvées en 1999. Il a également rencontré des représentants de gouvernements et de l'ONG Terre des hommes - Suisse. Le 17 février 2000, les recommandations adoptées par le Conseil à sa cinquième session ont été approuvées par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, au nom du Secrétaire général.

Organisation des sessions du Conseil

2. En principe, et à condition que les ressources nécessaires soient disponibles, le Conseil d'administration devrait se réunir chaque année. Sa sixième session est prévue pour la fin du mois de janvier 2001. Étant donné l'augmentation importante du volume de travail du Conseil et du nombre de documents qu'il a examinés à sa cinquième session, la sixième session devrait durer au moins quatre jours.

3. Le Comité des droits de l'enfant sera consulté au sujet de la possibilité d'organiser un débat conjoint avec le Conseil d'administration, à la première session du Comité en 2001, sur des questions d'intérêt commun.

4. Le Conseil d'administration a recommandé au Bureau de la Commission des droits de l'homme de continuer à donner à son Président ou à l'un de ses membres la possibilité de s'adresser brièvement à la Commission, au titre du point correspondant de l'ordre du jour, pour présenter le rapport du Secrétaire général sur le Fonds et donner à la Commission des informations à jour sur la situation financière du Fonds et les activités du Conseil d'administration.

#### Examen des aides financières précédemment allouées

5. Le Conseil d'administration a examiné la manière dont les aides versées en 1999 avaient été utilisées et il a entendu des représentants de Terre des hommes - Suisse, l'organisme par l'intermédiaire duquel une aide était fournie au foyer Maurice Sixto en Haïti (voir E/CN.4/Sub.2/AC.2/1999/4, annexe II). Il a noté avec satisfaction que tous les bénéficiaires avaient mis en œuvre les projets de bonne foi. Des rapports avaient été dûment présentés et les ressources fournies avaient été bien utilisées. Le Conseil d'administration a recommandé la mise à disposition d'une seconde tranche, d'un montant de 2 500 dollars, de l'aide approuvée en 1999 en faveur du Centre de conseils pour les droits constitutionnels et la justice au Nigéria, les rapports descriptifs et financiers concernant l'utilisation de la première tranche ayant été reçus et jugés satisfaisants.

#### Recommandations concernant les aides financières

6. À sa cinquième session, le Conseil d'administration a examiné 43 nouvelles demandes d'aide au titre de voyages d'un montant approximatif de 113 059 dollars des États-Unis ainsi que 25 nouvelles demandes de prise en charge de projets se chiffrant à environ 552 236 dollars.

7. Comme le prévoit la résolution 46/122 de l'Assemblée générale, les aides au titre de projets et de voyages recommandées et approuvées par le Haut-Commissaire aux droits de l'homme doivent servir à aider des organisations non gouvernementales dans 17 pays d'Afrique, d'Amérique, d'Asie et d'Europe. Conformément au mandat du Fonds, les recommandations du Conseil d'administration visent essentiellement à aider des représentants d'organisations non gouvernementales de différentes régions, qui s'occupent des formes contemporaines d'esclavage<sup>1</sup>, à participer aux délibérations du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage<sup>1</sup>, ainsi qu'à apporter, par l'intermédiaire de filières d'assistance bien établies, un soutien humanitaire, juridique et financier aux personnes victimes de violations graves des droits de l'homme dues à des formes contemporaines d'esclavage.

8. Le Conseil a recommandé l'allocation d'une somme de 30 800 dollars au titre des voyages (voir annexe II) et d'une somme de 83 500 dollars au titre des projets (voir annexe III), soit un montant total de 114 300 dollars.

---

<sup>1</sup> Le Conseil d'administration a noté que le Groupe de travail avait décidé de centrer les travaux de sa vingt-cinquième session sur le travail servile et la servitude pour dettes.

### Nouvelle directive concernant les aides allouées au titre de projets

9. Conformément à une nouvelle directive recommandée par le Conseil d'administration, il sera précisé dans le formulaire à remplir pour demander une aide au titre de projets pour 2001 que le montant maximum de cette aide est de 15 000 dollars des États-Unis.

### Collecte de fonds

10. Le Conseil d'administration a remercié le Gouvernement japonais de la nouvelle contribution qu'il avait annoncée au cours de la réunion entre les membres du Conseil et les représentants de ce gouvernement qui s'était tenue le 10 février 2000. Il a également remercié les gouvernements qui avaient manifesté leur intérêt pour les activités du Fonds.

11. Le Conseil d'administration a remercié le Haut-Commissaire aux droits de l'homme, Mme Mary Robinson, de la lettre qu'elle avait adressée à tous les gouvernements en 1999 pour les engager à contribuer au Fonds, comme la Commission des droits de l'homme l'avait recommandé dans sa résolution 1999/46 du 27 avril 1999. Sur la recommandation du Conseil, le Haut-Commissaire a accepté de renouveler cet appel en septembre 2000, afin de réunir des ressources suffisantes pour permettre au Fonds de s'acquitter de son mandat en 2001. Étant donné que les demandes d'aide reçues en l'an 2000 représentaient une somme d'environ 700 000 dollars, le Conseil a estimé que le Fonds aurait besoin de 300 000 dollars au minimum avant janvier 2001.

### Coopération avec le Groupe de travail

12. En application du paragraphe 8 de la résolution 1999/18 de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme, le secrétariat du Groupe de travail invitera les membres du Conseil d'administration en mesure de le faire à participer à la vingt-cinquième session du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage qui doit se tenir à Genève du 14 au 23 juin 2000.

13. En sélectionnant les demandes d'aide au titre de voyages lors de sa sixième session en 2001, le Conseil d'administration tiendra compte des questions sur lesquelles le Groupe de travail aura choisi d'axer ses travaux à sa session de juin 2000.

### Autres recommandations

14. Le Conseil d'administration a encouragé le secrétariat du Fonds à renforcer davantage la coopération avec les bureaux extérieurs des fonds, programmes et institutions des Nations Unies, tels que l'UNICEF, le HCR, le PNUD et le BIT, ainsi qu'avec l'Organisation internationale pour les migrations.

15. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a approuvé la recommandation tendant à ce que les membres du Conseil d'administration se rendent sur les sites des projets, dans leurs régions géographiques respectives, afin de mieux évaluer les activités menées et prévues.

16. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a approuvé la recommandation du Conseil d'administration tendant à ce qu'une brochure concernant les activités du Fonds soit établie, aux fins d'information et de collecte de fonds, et reproduite en un nombre d'exemplaires suffisant pour être largement diffusée auprès des donateurs intéressés et des ONG.

Annexe ICONTRIBUTIONS VERSÉES<sup>2</sup> AVANT LA CINQUIÈME SESSION DU  
CONSEIL D'ADMINISTRATION, AU 7 FÉVRIER 2000<sup>3</sup>

États	Montant (en dollars É.-U.)	Date du versement	Versé à NY/Genève	Contribution No
Afrique du Sud	7 589	07.04.1999	GE	2
Arabie saoudite	10 000	22.07.1999	GE	1
France	16 357	29.04.1999	GE	2
Irlande	26 386	01.12.1999	GE	2
Pays-Bas	34 799	20.01.2000	GE	2
Pologne	5 000	06.10.1999	GE	1
Saint-Siège	1 000	30.12.1999	GE	1

ONG et particuliers	Montant (en dollars É.-U.)	Date du versement	Versé à NY/Genève	Contribution No
Étudiants de l'Instituto Tecnico Commerciale Statal O. Romero (Albino, Italie)	528	27.12.1999	GE	3
Comité des travailleurs japonais pour les droits de l'homme (Tokyo)	671	30.08.1999	GE	1
M. Trento Longaretti (Bergame, Italie)	3 145	08.12.1999	GE	1
M. Sadiq M. Marafi (Genève)	993	07.09.1999	GE	2
Operazione Terzo Mondo (Albino, Italie)	1 000	10.06.1999	GE	2
M. Yorio Shiokawa (Aichi-ken, Japon)	336	30.08.1999	GE	2
Fondation Sommet mondial des femmes (Genève)	2 815	22.06.1999	GE	1
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>110 619</b>			

<sup>2</sup> Sur la base des informations dont dispose le Haut-Commissariat aux droits de l'homme.

<sup>3</sup> Contributions supplémentaires reçues : 53 000 dollars É.-U. versés par le Japon le 15 février 2000 et 25 000 dollars É.-U. versés par le Koweït (les reçus officiels ne sont pas encore parvenus au Haut-Commissariat).

Annexe II

AIDES FINANCIÈRES AU TITRE DES VOYAGES<sup>4</sup> RECOMMANDÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION AFIN  
DE PERMETTRE AUX INTÉRESSÉS DE PARTICIPER AUX TRAVAUX DE LA VINGT-CINQUIÈME SESSION  
DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES FORMES CONTEMPORAINES D'ESCLAVAGE (14-23 JUIN 2000)

Demande No	Organisme	Nom du représentant	Thème examiné par le Groupe de travail
1	Gharib Nawaz Mahila Avam Bal Kalyan Samiti, Inde	Mme Shagufta Khan	Exploitation économique : la situation des enfants dans la région de Dargah
2	Bhartiya Patita Uddhar Sabha, Inde	M. Khairati Lal Bhola	Exploitation sexuelle : situation des travailleurs de l'industrie du sexe et de leurs enfants
5	"Lara Bijeljina", Bosnie-Herzégovine (Rép. Srpska)	Mme Radmila Zigic	Exploitation sexuelle et traite des filles
10	Bonded Labour Liberation Front AP Chapter, Inde	M. Vithalrao Arya	Exploitation économique : travail servile et servitude des enfants
32	" "	M. Madigattla Sayanna	Exploitation économique : le récit d'un travailleur asservi
41	Association Timidria, Niger	Mme Ghalass Zinabou	Exploitation économique et sexuelle des enfants et des femmes
12	" "	Mme Aichatou Mohmane	Exploitation économique et sexuelle des enfants et des femmes
19	Sahyog, Inde	M. Amar Saran	Exploitation économique : servitude pour dette des membres des tribus Kol qui travaillent dans les carrières de pierre et de quartz du Shankargarh
20	Femmes des années 90, Fédération de Russie	Mme Larissa Vasilyeva	Exploitation sexuelle dans la région de Chelyabinsk
21	Vimukti Trust, Inde	M. Kiran Kamal Prasad	Exploitation économique : application des dispositions de la loi de 1976 sur l'abolition du travail servile
31	" "	M. Venkatesh Kattiappa	Exploitation économique : le récit d'une personne devenue travailleur asservi à l'âge de 10 ans et qu'une ONG a aidée à se réadapter
33 a)	Foyer "Maurice Sixto", Haïti	M. J. Miguel Jean-Baptiste,	Exploitation économique : enfants employés de maison ("restaveks")
33 b)	" "	ancien "restavek"	

<sup>4</sup> Somme forfaitaire comprenant le billet d'avion, l'indemnité journalière de subsistance (cinq jours), les taxes d'aéroport et les frais de visa ainsi que d'autres frais de voyage sur place.

<b>Demande No</b>	<b>Organisme</b>	<b>Nom du représentant</b>	<b>Thème examiné par le Groupe de travail</b>
34	All India Women's Conference (Haryana Chapter), Inde	Mme Shashi Yadav	Exploitation sexuelle des fillettes et des femmes
36	Saghan Kshetra Vikas Samiti, Sewapuri-Varanasi, Inde	M. Singh, C. D. Chatradhari	Exploitation économique : le récit d'un ancien travailleur asservi devenu agent de projet pour l'organisme
39	Institute of Development Education, Action and Studies (IDEAS), Inde	M. Savarimuthu Arockiam	Exploitation économique : servitude pour dette et réadaptation des travailleurs libérés
40	Special Task Force on Sindh, Pakistan	Mme Nasreen Shakil Pathan	Exploitation économique : servitude pour dette et mariage forcé
<b>17 prises en charge</b>			

Annexe III

AIDES FINANCIÈRES AU TITRE DE PROJETS RECOMMANDÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Demande No	Organisme	Titre du projet ou question considérée	Montant de l'aide (en dollars É.-U.)
<b>AFRIQUE</b>			
1	Défense des enfants – International, Ghana	Assistance sociojuridique à des enfants adoptés illégalement et à des enfants employés de maison	8 000
2	Bureau international catholique de l'enfance (BICE-Allemagne/BICE-Togo)	Aide aux porteurs de Lomé (travail des enfants)	10 000
9	Bureau international catholique de l'enfance (BICE-Allemagne/BICE-Côte d'Ivoire)	Assistance aux fillettes employées de maison à Abidjan, Côte d'Ivoire	10 000
<b>AMÉRIQUE</b>			
3	Coalition to Abolish Slavery and Trafficking (CAST), États-Unis	Réseau communautaire d'aide aux personnes victimes de la traite	3 000
4	Coalición contra el tráfico de Mujeres (Coalition contre la traite des femmes), Venezuela	Prostitution des femmes et des enfants, tourisme sexuel, pornographie, traite locale et internationale des femmes et des enfants. Assistance directe aux femmes et aux enfants qui se prostituent	4 000
15	Bureau international catholique de l'enfance (BICE), Belgique/Centro de Referência, Estudos e Ações sobre Crianças e Adolescentes (CECRIA) (Centre d'orientation, d'étude et d'action pour les enfants et les adolescents), Brésil	Projet de recherche sur le phénomène de l'exploitation sexuelle des adolescents et d'aide aux victimes	5 000
22	Bureau international catholique de l'enfance (BICE), Belgique/Asociación Callescuola, Paraguay	Prévention de l'exploitation sexuelle des enfants qui travaillent	2 000
23	Bureau international catholique de l'enfance (BICE), Belgique/La Vicaría de Pastoral Social (Archidiocèse de Santiago, Chili)	Projet communautaire pour les enfants qui travaillent	3 000

<b>Demande No</b>	<b>Organisme</b>	<b>Titre du projet ou question considérée</b>	<b>Montant de l'aide (en dollars É.-U.)</b>
24	Bureau international catholique de l'enfance (BICE), Belgique/Colectivo Pro Derechos Humanos – Équateur (Pro-DH) (Collectif pour les droits de l'homme)	Projet d'enquête sur l'exploitation sexuelle des enfants en Équateur	2 000
<b>ASIE</b>			
17	Ain O Unnayan Sangstha (AOUS), Bangladesh	Permanence pour les enfants en détresse (travail et exploitation sexuelle des enfants)	6 000
8	Centre cambodgien pour la protection des droits de l'enfant, Cambodge	Recherche des victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle et aide aux victimes de ce phénomène	4 000
5	Development and Education for Workers (DEW), Inde	Libération et réinsertion des travailleurs asservis	5 000
6	The Children Emancipation Society (CES), Inde	Projet Mala. Exploitation économique des enfants dans l'industrie du tapis	7 000
<b>EUROPE</b>			
12	Femmes des années 90, Fédération de Russie	Projet "Coalition des anges". Traite internationale à des fins d'exploitation sexuelle	2 000
13	Association "Zena BIH" ("Femme de Bosnie-Herzégovine"), Bosnie-Herzégovine	"Halte à la traite". Traite des femmes et des enfants	5 000
18	Centre de soutien aux ONG en oural, Fédération de Russie	Centre contre la violence et la traite des êtres humains (Oural)	2 500
19	"Lara Bijeljina", Bosnie-Herzégovine	"Halte à la traite"	5 000
<b>17 prises en charge</b>			<b>Total : 83 500</b>

-----